

L'action humanitaire d'urgence au niveau national et international a permis de réaliser de nombreux progrès en matière de santé publique dans ces trois pays d'Afrique de l'Ouest avec notamment des inhumations plus sécurisées, des dépistages plus précoces, la mise à disposition de plus de personnel médical et de dispensaires, le développement de campagnes de sensibilisation et davantage de démarches d'identification et de suivi des personnes ayant été en contact avec les malades. Ces mesures et ces changements de comportements ont contribué à diminuer le risque de propagation de l'épidémie aux pays voisins. L'impact économique plus faible s'explique également par l'efficacité des mesures prises au Mali, au Nigeria et au Sénégal qui ont permis de contenir la propagation du virus dans ces pays où on ne recense aujourd'hui plus aucun cas d'Ebola.

Toutefois, le rapport souligne que « même si l'épidémie d'Ebola est contrôlée et sa propagation endiguée, l'Afrique subsaharienne connaîtra encore des pertes économiques importantes. La diffusion de l'épidémie a sapé la confiance des consommateurs et des investisseurs. Les perturbations observées dans les déplacements et le commerce transfrontaliers laissent présager plus de 500 millions de dollars de pertes économiques cumulées pour les pays de la région ».

« Je suis extrêmement soulagé de constater que le taux de contamination d'Ebola a baissé significativement en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone et que d'autres foyers potentiels de propagation de l'épidémie ont été évités grâce à la réactivité des autorités des autres pays d'Afrique de l'Ouest », a indiqué Jim Yong Kim, Président du Groupe de la Banque mondiale, *« Si ces progrès sont encourageants, nous devons rester vigilants. Tant que de nouveaux cas d'Ebola continueront d'être recensés en Afrique de l'Ouest, les risques de graves conséquences économiques demeureront trop bien élevés pour ces trois pays et la région »*. Une des principales leçons de cette épidémie d'Ebola, selon le Président Kim, est que la communauté internationale doit se mobiliser plus rapidement face aux épidémies. *« Ce rapport prouve que tous les pays devraient cette année donner la priorité à l'investissement dans la prévention des pandémies »,* a souligné Kim. *« Il souligne le besoin d'un mécanisme financier mondial d'urgence pandémique qui permettrait à la communauté internationale de réagir plus rapidement à toute nouvelle épidémie mortelle et de prévenir ainsi les conséquences humaines et économiques tragiques qui auraient pu être évitées dans le cas d'Ebola »*.

L'essentiel de l'impact économique au-delà des pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés par l'épidémie est dû à la peur, comme on avait pu l'observer en Asie de l'Est il y a dix ans au cours de l'épidémie de SRAS. Cette peur, ainsi que les comportements de précaution qui en découlent, renvoient aux craintes que cette épidémie ne puisse être endiguée (les quelques cas recensés aux États-Unis et en Europe attisant cette crainte). Elle est aussi parfois due à une mauvaise connaissance de la géographie africaine (certains pays étant affectés économiquement alors qu'ils ne recensent aucun cas d'Ebola).

De son côté, le Groupe de la Banque mondiale a mobilisé près d'un milliard de dollars de financement en faveur des pays les plus touchés par le virus Ebola. Cette aide financière comprend 518 millions de dollars d'IDA pour l'aide d'urgence contre l'épidémie

d'Ebola, et au moins 450 millions de dollars de l'IFC, filiale du Groupe de la Banque mondiale, visant à faciliter le commerce, les investissements et l'emploi en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone.

Texto adaptado. Disponível em: <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/01/20/ebola-most-african-countries-avoid-major-economic-loss-but-impact-on-guinea-liberia-sierra-leone-remains-crippling> Acesso em 12/06/2017

1-. Levando em consideração as informações contidas no **Texto 1**, responda, em língua portuguesa, às questões abaixo: VALOR: 1,5

A). Quais as projeções iniciais do Banco Mundial para perdas econômicas em razão da última epidemia de Ebola no continente africano? VALOR: 0,5

B). Tal projeção se realizou? Justifique. VALOR: 1,0

2-. Que medidas foram tomadas para o controle da epidemia? Tais ações contribuíram para o desempenho econômico das nações envolvidas? VALOR: 1,5

3-. A que fator(es) Jim Yong Kim atribui as perdas econômicas ocorridas nos demais países do continente africano? VALOR: 1,0

4-. Indique Verdadeiro (**V**) ou Falso (**F**) de acordo com as informações contidas no **Texto 1**. VALOR : 1,0 – 0,2 cada

- A). () Mali, Nigéria e Senegal viveram recentemente uma epidemia de SRAS;
- B). () O envolvimento de países da região do oeste africano foi fundamental para a contenção da epidemia;
- C). () O Banco Mundial rapidamente alocou recursos para o controle da epidemia;
- D). () As perspectivas mais pessimistas apontavam perdas de até 1,6 bilhões de dólares com a epidemia apenas no ano de 2015;
- E). () De acordo com Jim Yong Kim, o controle de pandemias é prioridade entre as nações desenvolvidas.

5-. Levando em consideração aspectos linguísticos presentes no **Texto 1**, indique Verdadeiro (**V**) ou Falso (**F**). VALOR: 1,0 – 0,2 cada

- A). () No trecho « **Néanmoins**, ce nouveau rapport apporte une note positive », o termo destacado é compreendido por “também”;
- B). () No trecho « L’action humanitaire d’urgence au niveau national et international **a permis** de réaliser de nombreux progrès » os termos destacados indicam que a ação humanitária já foi realizada;
- C). () No trecho « les conséquences humaines et économiques tragiques qui **auraient pu être évitées** dans le cas d’Ebola », os termos destacados podem ser traduzidos, sem prejuízo de sentido, por « poderiam ter sido evitadas ».
- D). () No trecho « une éventuelle propagation du virus aux autres pays de la région (et l’impact économique qui **en** résulterait) », o termo destacado faz referência a « pays de la région »;
- E). () No trecho « on avait pu l’observer en Asie de l’Est **il y a** dix ans au cours de l’épidémie de SRAS », os termos destacados fazem referência à « Asie de l’Est ».

TEXTO 2

L'AFRIQUE A LA POINTE DE L'AIDE AUX REFUGIES

Face à l'enjeu de plus en plus urgent que constituent les déplacements forcés pour le développement, l'Ouganda et d'autres pays d'Afrique ont pris les devants en adoptant des politiques qui s'efforcent à la fois de soutenir les communautés d'accueil et de donner aux réfugiés les moyens de leur autonomie. L'Afrique abrite 5 millions de réfugiés et 11 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, ces dernières se massant surtout au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Tchad.

Dans les années 70, Matia Kasaija a fui son Ouganda natal par crainte de payer de sa vie ses opinions politiques. Il passera cinq ans au Kenya comme réfugié, avant de retourner chez lui. « Rien n'est plus déshumanisant que d'être réfugié », raconte celui qui est devenu depuis ministre des Finances, de la Planification et du Développement économique de l'Ouganda. « Vous n'êtes plus rien, vous perdez tout statut. C'est extrêmement douloureux. »

L'Ouganda, qui a déjà accueilli pratiquement 1,3 million de réfugiés, risque fort de connaître une nouvelle vague d'arrivées avec le conflit qui perdure au Soudan du Sud. « Nous pratiquons une politique d'ouverture, parce que nous avons aussi connu cette épreuve », explique Matia Kasaija. En plus d'accepter tous les réfugiés politiques et économiques, le gouvernement les aide dans toute la mesure du possible en leur attribuant des terres agricoles et en leur donnant accès aux services d'éducation et de santé. « Nous nous efforçons de leur donner les moyens de mener une vie normale. »

Au Tchad, de nombreux réfugiés installés dans des villages partagent leur « savoir-faire » avec les locaux et contribuent ainsi à améliorer la qualité de vie de chacun, a indiqué Ngweto Tiraina Yambaye, ministre de l'Économie et de la Planification du développement. Il a rappelé les défis impressionnants auxquels était confronté son pays, que ce soit à cause de la demande accrue de services de base ou des pressions exercées sur les ressources naturelles dans des régions déjà exposées aux sécheresses et aux inondations. M. Yambaye a fait part de la confiance du gouvernement tchadien dans ses capacités à s'appuyer sur ses succès pour trouver des réponses viables et durables à la crise des réfugiés. « Nous privilégions à présent des solutions plus pérennes qui tiendront compte des fragilités à l'origine des crises humanitaires et qui permettront de passer d'une aide immédiate au renforcement de la résilience. Nous devons, en la résolvant définitivement, tirer parti de la crise des réfugiés, au lieu de la subir. »

Gérer un afflux de réfugiés qui s'éternise à l'aide d'interventions de court terme : c'est un écueil que le ministre kenyan des Finances ne connaît que trop bien. Son pays accueille des réfugiés depuis près de 30 ans. Henry Rotich a insisté sur les risques de conflit entre locaux et réfugiés, la concurrence pour les ressources et l'aggravation de l'insécurité. « Nous avons œuvré en faveur de l'insertion, mais en partie seulement. Dans certains cas, grâce à ces interventions, les réfugiés sont devenus des membres à part

entière de la société kenyane », a rappelé M. Rotich en évoquant une banlieue du pays gérée par des réfugiés et d'anciens réfugiés devenus citoyens kenyans depuis. « Nous continuons de le faire de manière limitée mais nous réfléchissons à des solutions pour passer à l'échelle supérieure. »

Pour soutenir ces initiatives originales, la communauté internationale mobilise différents moyens, dont un nouveau programme de financement pour les réfugiés et les communautés d'accueil, doté de 2 milliards de dollars et instauré dans le cadre de la 18^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA).

Disponível em <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2017/06/08/africa-takes-the-lead-to-support-refugees-and-their-hosts-with-long-term-solutions> Acesso em 12/06/2017

6-. Tendo em vista o **Texto 2**, responda, em língua portuguesa, a questão abaixo.

A). Como se configura a política em relação aos imigrantes nos países africanos? Que exemplos são fornecidos no texto? VALOR: 1,0



7-. Indique Verdadeiro (**V**) ou Falso (**F**) de acordo com as informações contidas no **Texto 2**. VALOR : 1,0 – 0,2 cada

- A). () A Associação Internacional de Desenvolvimento (IDA) destina 2 bilhões de dólares aos programas de acolhida de refugiados;
- B). () O Ministro das Finanças de Uganda planeja passar 5 anos no exílio;
- C). () O Ministro das Finanças do Quênia frisa que há riscos de conflito entre os habitantes locais e os refugiados;
- D). () O Ministro da Economia e Planejamento do Tchad menciona que a imigração é apenas um dos desafios enfrentados pelo seu governo, igualmente confrontado com problemas como secas e inundações;
- E). () Todos os imigrantes que chegam ao Quênia ganham status de cidadãos;

6-. Traduza o excerto abaixo retirado do **Texto 2**. Observe que além da correspondência de sentido com o texto de partida, seu texto traduzido deve ter fluência, coesão e coerência. VALOR: 2,0

Face à l'enjeu de plus en plus urgent que constituent les déplacements forcés pour le développement, l'Ouganda et d'autres pays d'Afrique ont pris les devants en adoptant des politiques qui s'efforcent à la fois de soutenir les communautés d'accueil et de donner aux réfugiés les moyens de leur autonomie. L'Afrique abrite 5 millions de réfugiés et 11 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, ces dernières se massant surtout au Cameroun, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, en République démocratique du Congo et au Tchad.

Dans les années 70, Matia Kasaija a fui son Ouganda natal par crainte de payer de sa vie ses opinions politiques. Il passera cinq ans au Kenya comme réfugié, avant de retourner chez lui. « Rien n'est plus déshumanisant que d'être réfugié », raconte celui qui est devenu depuis ministre des Finances, de la Planification et du Développement économique de l'Ouganda. « Vous n'êtes plus rien, vous perdez tout statut. C'est extrêmement douloureux. »

L'Ouganda, qui a déjà accueilli pratiquement 1,3 million de réfugiés, risque fort de connaître une nouvelle vague d'arrivées avec le conflit qui perdure au Soudan du Sud. « Nous pratiquons une politique d'ouverture, parce que nous avons aussi connu cette épreuve », explique Matia Kasaija.

